



Investir dans le capital humain et social : Les nouveaux enjeux

NOTES DE RÉFLEXION

Réunion ministérielle de l'OCDE
sur l'éducation
Paris, 4-5 novembre 2010



Thème 2

Mettre en adéquation les compétences et les besoins nouveaux

La problématique

Dans la plupart des pays de l'OCDE dont l'expansion de l'enseignement scolaire et professionnel a été la plus forte au cours des dix dernières années, les écarts de revenus entre les diplômés et les autres se sont encore creusés, ce qui donne à penser que la progression du nombre de professionnels du savoir n'a pas entraîné une baisse de leur salaire, comme cela a été le cas pour les travailleurs peu qualifiés. Cependant, ce ne sont pas uniquement des niveaux plus élevés du même enseignement qui sont nécessaires, la nature même des compétences demandées se modifie également. Pour la génération précédente, la formation initiale devait suffire pour toute la vie ; aujourd'hui, l'enseignement et la formation doivent préparer l'ensemble des apprenants à des changements encore plus rapides qu'avant, à des emplois qui n'ont pas encore été créés et à des technologies qui n'ont pas été inventées, en vue de résoudre des problèmes qui ne peuvent être anticipés. De fait, au rythme actuel de progression des connaissances, les élèves peuvent s'attendre à des avancées majeures du savoir en cours de leur scolarité.

Les compétences et les technologies ont rapetissé le monde à un point tel que tous les travaux peuvent être numérisés, automatisés et désormais sous-traités auprès des individus, dans les entreprises et dans les pays les plus efficaces et les plus concurrentiels, où qu'ils se trouvent. Ces bouleversements se reflètent dans les compétences demandées à la main-d'œuvre : après un déclin de la demande d'aptitudes manuelles au cours des dernières décennies, le recul le plus net de la demande concerne aujourd'hui les tâches cognitives routinières, qui comprennent des fonctions mentales bien décrites par des règles déductives ou inductives. Ces tâches se prêtent tout à fait à l'informatisation et sont également plus faciles à externaliser à l'étranger que d'autres. Le dilemme que cela pose du point de vue de l'enseignement, depuis la maternelle jusqu'à l'université, est que les compétences qui sont les plus faciles à enseigner et à valider sont celles qui disparaissent le plus rapidement des marchés du travail des économies avancées. À l'inverse, les tendances récentes montrent des hausses notables de la demande pour des tâches exigeant des modes de communication complexes, faisant intervenir des interactions avec des individus pour obtenir des informations, les expliquer ou persuader d'autres de leurs conséquences pour l'action. Des hausses analogues sont observées en matière de demande de compétences analytiques non routinières, qui font entrer en jeu la capacité de résoudre des problèmes pour lesquels il n'existe pas de solution fondée sur des règles (voir graphique) – les individus doivent donc développer des capacités de résolution de problèmes et d'apprentissage par la recherche pendant toute leur formation.

Si la demande de compétences est en pleine mutation, les pénuries de compétences connues trouvent rarement des solutions efficaces dans les programmes scolaires et l'offre de formation, soit parce que les systèmes d'enseignement et de formation manquent de moyens réels pour déterminer, harmoniser, prendre en compte et faire

connaître les compétences requises entre ceux qui les utilisent et les établissements qui les transmettent, ou parce qu'ils ne disposent pas du personnel et des méthodes pédagogiques nécessaires.

Les enjeux

Il est difficile de prévoir l'avenir à partir des tendances passées. Pour autant, dans une économie de plus en plus mondialisée et interconnectée, il est probable que la valeur sera générée de moins en moins verticalement au sein des secteurs et des domaines de connaissance, et de plus en plus horizontalement, à travers des formes nouvelles de collaboration mondiale et des outils d'innovation dispersés. En d'autres termes, nous passons d'un monde de stocks – le savoir est amassé quelque part et perd rapidement de sa valeur – à un monde dans lequel la valeur des circuits de communication et de collaboration s'accroît. Des connaissances aujourd'hui privées seront accessibles à tous demain, les individus et les entreprises devront donc sortir de leurs sphères de connaissance traditionnelles pour relier différents domaines du savoir, d'où émergera la prochaine invention.

Pour faire face aux défis qui se posent, les pays devront mettre en place des parcours éducatifs souples pendant la formation initiale, promouvoir l'acquisition des connaissances et l'égalité d'accès à l'enseignement, anticiper les grandes tendances sectorielles et l'évolution associée de la demande de main-d'œuvre, définir les compétences nécessaires à une croissance forte, durable et équilibrée, déployer leur base de compétences de manière efficace en améliorant l'adéquation entre l'offre de compétences et la demande et, enfin, élaborer des méthodes de financement de la formation tout au long de la vie plus efficaces et pérennes, stipulant qui doit payer et pour quoi, où et combien.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer la base des connaissances sur le développement des compétences et soutenir les systèmes d'innovation continue et d'information en retour afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et dans quels contextes ? Comment passer de la notion d'« emploi à vie » à celle d'« employabilité à vie » en encourageant une culture de la formation tout au long de la vie et dans tous les aspects de la vie, nécessaire pour préparer des apprenants motivés, engagés, qui pourront relever les défis de demain, sans compter ceux d'aujourd'hui ? Comment mieux insérer le principe d'« apprendre à apprendre » dans les programmes scolaires afin de promouvoir la formation continue et autodirigée ?

L'abandon des études et la non-scolarisation restent des problèmes majeurs dans de nombreux pays de l'OCDE. Comment les systèmes d'enseignement et de formation peuvent-ils les résoudre au moyen de programmes scolaires et de méthodes pédagogiques tenant compte du fait que chacun apprend différemment des autres et différemment à telle ou telle étape de sa vie ? Comment répondre aux besoins de ces individus, où qu'ils soient, même s'ils choisissent de ne pas suivre de formation ou d'enseignement structuré ? Comment leur apporter l'apprentissage de sorte qu'ils puissent apprendre quand et comme ils veulent ?

Comment l'enseignement et la formation peuvent-ils permettre d'établir une alliance solide entre les autorités, les entreprises et les investisseurs sociaux, qui réunissent la légitimité, l'innovation et les ressources nécessaires pour faire de la formation tout au long de la vie une réalité ? Comment peuvent-ils activement encourager les nouveaux entrants et mettre fin aux monopoles ?

Réponses politiques

La réforme de l'éducation devra être menée sur deux fronts : l'un sur les acquis nécessaires et l'autre sur la mise en place d'un accès efficace et personnalisé de ces acquis aux apprenants. Des informations fiables sont essentielles pour tous les acteurs du système : individus (élèves, parents, employés), employeurs, prestataires de formation et organismes publics. L'OCDE peut-elle contribuer à l'élaboration d'un cadre des compétences aidant les pays à *i*) mobiliser et étoffer leurs données sur les chaînes nationales de l'offre, depuis l'acquisition et le développement des compétences à l'école, jusqu'à leur utilisation sur le marché du travail et dans la société au sens large, en passant par la façon dont elles contribuent à obtenir un emploi plus intéressant, une plus grande productivité, et au bout du compte, de meilleurs résultats économiques et sociaux ; *ii*) personnaliser les leçons pour l'action publique tirées des analyses comparatives et de l'expérience des pairs, afin qu'elles aient un impact réel (et immédiat) sur les politiques nationales ; et *iii*) contribuer à former les partenariats stratégiques nécessaires ?

L'enseignement préscolaire et scolaire constitue un socle essentiel à l'acquisition future de connaissances et de compétences. Trop souvent, le rôle clé de ces composantes du secteur éducatif est isolé des fonctions ultérieures de spécialisation et de développement des compétences qui caractérisent l'enseignement supérieur. Comment renforcer l'aspect stratégique des moyens d'action des pouvoirs publics en adoptant des investissements axés sur les parcours, l'expérience ayant montré qu'il ne suffit pas de compter sur les transitions entre les systèmes ?

Face à la progression rapide de la demande de compétences, les pays ne peuvent plus uniquement compter sur des systèmes éducatifs qui orientent efficacement les individus, ils doivent améliorer les résultats de l'enseignement dans l'ensemble de la population et capitaliser sur le potentiel de tous les individus. Pour ce faire, les pouvoirs publics doivent s'assurer que les compétences se développent de manière efficace, efficiente et juste tout au long de la vie, et veiller à la réactivité, à la qualité et à la flexibilité de l'offre. L'OCDE pourrait-elle jouer un rôle de pionnier pour que les pays puissent *i*) définir des stratégies efficaces en matière d'offre de formation et de compétences ; *ii*) étoffer la base des connaissances sur les sciences de l'apprentissage et le développement des compétences ; *et iii*) soutenir les systèmes d'innovation continue et d'information en retour afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et dans quels contextes ? Une meilleure compréhension des facteurs d'évolution de la demande de compétences dans les entreprises, les catégories professionnelles et les pays pourrait également aider les pouvoirs publics à modifier l'offre de formation afin que l'accent soit mis sur les emplois de demain plutôt que sur les compétences attendues sur les marchés du travail actuels –question qui va inévitablement devenir incontournable. Les marchés du travail sont toujours plus complexes et dynamiques, la convergence des secteurs professionnels s'accélère, la mobilité professionnelle et de l'emploi s'accroît et la durée de vie du savoir propre à un domaine particulier diminue rapidement. Il ressort de tout cela que les individus doivent améliorer leurs compétences plus régulièrement et que de nouveaux modèles de travail et de formation apparaissent, auxquels l'école doit préparer. En outre, les personnes victimes de suppressions d'emplois à cause de la restructuration de l'économie doivent avoir la possibilité de se recycler et d'acquérir des compétences nouvelles à partir du capital humain qu'ils ont accumulé afin de pouvoir réintégrer le marché du travail.

Par ailleurs, de nombreuses possibilités s'offrent aux pays pour apprendre les uns des autres en vue de mettre au point le bon « dosage » entre les programmes d'enseignement

scolaire et professionnel, qui doivent refléter les préférences des élèves et les besoins des employeurs, et la formation professionnelle, qui doit apporter une employabilité immédiate mais aussi des compétences élémentaires transférables afin de favoriser la mobilité professionnelle. En particulier, les filières de formation technique et semi-professionnelle à partir de l'enseignement secondaire peuvent englober des cours théoriques et pratiques en plus des stages en entreprise. Les pays peuvent s'inspirer les uns des autres pour promouvoir des partenariats entre les établissements d'enseignement professionnel et les entreprises, favoriser des circuits de recrutement souples et apporter une solide préparation pédagogique à ceux qui sont chargés des stagiaires et des apprentis. Les pays adoptent également différentes approches pour s'assurer que les enseignants des disciplines théoriques ont une bonne expérience professionnelle et que les enseignants des disciplines pratiques disposent de l'expérience pédagogique requise.

Les diplômes et l'évaluation orientent l'enseignement en exprimant ce que la société valorise. Les établissements scolaires ne doivent pas se tromper sur leurs objectifs et normes pédagogiques ; ils doivent transformer leurs systèmes d'évaluation de manière à y faire apparaître ce qui est important et non ce qui peut être facilement mesuré. Compte tenu de l'expérience de l'OCDE avec le PISA et de l'importance des diplômes et de l'enseignement professionnel, les pays devraient-ils collaborer dans le cadre de l'OCDE afin de recenser, de définir et d'évaluer les nouvelles compétences essentielles et les insérer dans les programmes scolaires, en tenant compte d'aspects allant des modes de raisonnement (créativité, raisonnement critique, résolution de problèmes et prise de décision, par exemple) aux méthodes de travail, en passant par les outils (capacité de reconnaître et d'exploiter le potentiel des nouvelles technologies, etc.) et les qualités requises pour se comporter en citoyens actifs et responsables dans un monde pluridimensionnel, en reconnaissant comme il se doit les compétences générales et les compétences spécifiques à un secteur ou à une entreprise ? De même, les pays auraient-ils intérêt à collaborer au sein de l'OCDE pour garder leur avance dans le domaine en rapide évolution des stratégies et méthodes d'évaluation, afin d'adopter des mécanismes d'évaluation multiniveaux, qui s'étendent des salles de classe jusqu'aux établissements d'enseignement, aux régions, aux pays et à l'échelle internationale ? Un travail en collaboration pourrait se mettre en place afin d'élaborer des stratégies et méthodes d'évaluation nouvelles, qui favorisent l'amélioration de l'enseignement à tous les niveaux du système éducatif, qui s'appuient de plus en plus sur les performances pour faire des apprenants les acteurs de leur propre apprentissage ainsi que des sources d'apprentissage mutuelles, et qui enrichissent l'enseignement et l'apprentissage en fournissant des informations sur lesquelles les élèves, les enseignants et les administrateurs peuvent agir. Cela pourrait également supposer de mieux comprendre ce que les évaluations révèlent du raisonnement des élèves afin d'imaginer des possibilités d'apprentissage plus efficaces. On pourrait également faire en sorte que les évaluations améliorent l'enseignement grâce à des tâches fondées sur les principes de l'apprentissage et sur les nouveaux outils de traitement des données, ainsi que sur la connectivité des technologies, afin de combiner les interprétations de l'évaluation formative et sommative pour obtenir un tableau plus complet de l'apprentissage. En outre, cette collaboration pourrait également déboucher sur la constitution d'un ensemble d'informations exhaustif et harmonisé, qui serait utilisé pour communiquer les données attendues et renforcer la responsabilité des acteurs concernés.

Enfin et surtout, à mesure que les limites se brouillent entre les lieux où l'on acquiert des compétences et ceux où on les utilise, les pouvoirs publics doivent créer de nouveaux liens, réseaux et alliances entre les apprenants, les prestataires, les autorités, les

entreprises, les investisseurs sociaux et les acteurs de l'innovation. Ces alliances peuvent mobiliser la légitimité, l'innovation et les ressources nécessaires pour faire de la formation tout au long de la vie une réalité pour tous. Les États devront également évaluer l'ensemble des prestataires (organismes publics, privés et du secteur associatif) et des individus qui fournissent des contenus, des possibilités de formation et des cours aux apprenants de tous âges. Cela suppose d'encourager les employeurs comme les élèves à participer à des formations en entreprise, de veiller à ce que ces formations soient de bon niveau, au moyen de mécanismes d'assurance qualité efficaces et de cadres contractuels pour les apprentis. Cela suppose également de faire intervenir les employeurs et les syndicats dans la politique et l'offre de formation professionnelle, et de proposer des services d'orientation professionnelle accessibles à tous et s'appuyant sur les résultats enregistrés sur le marché du travail. Étant donné la nature changeante du marché du travail, l'orientation professionnelle ne peut plus être associée uniquement à l'école et à l'enseignement supérieur.

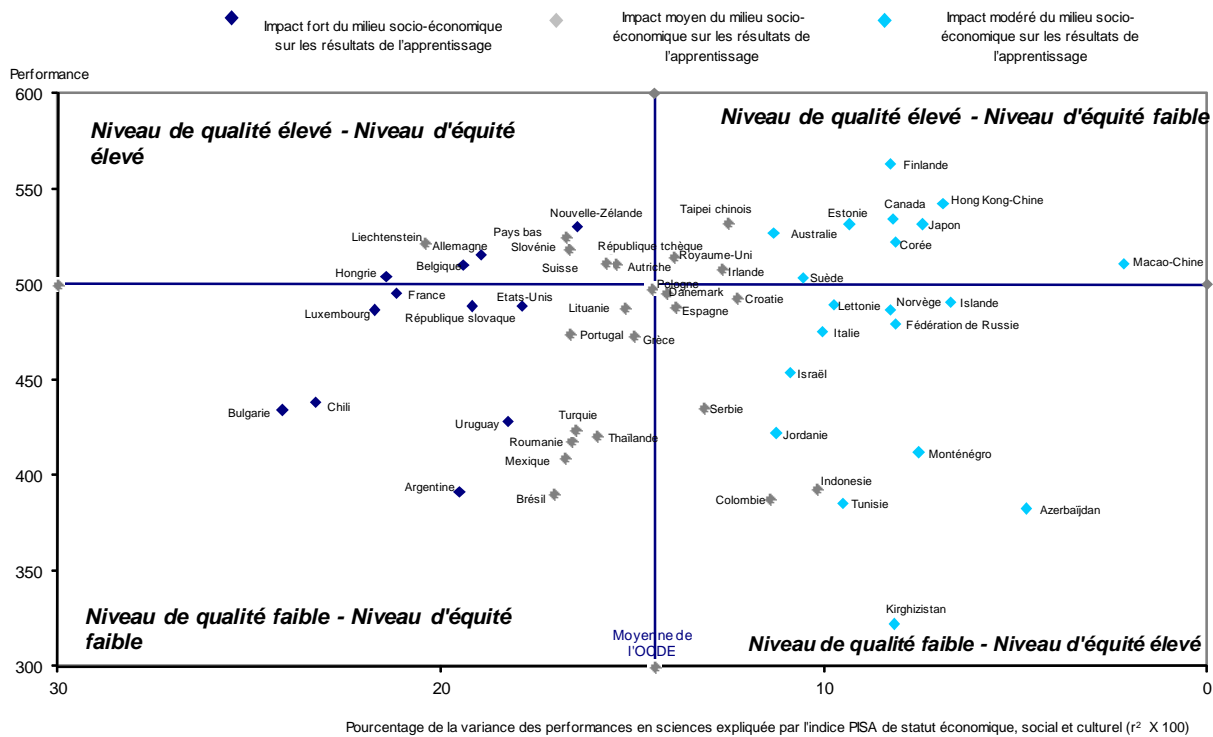
Pour terminer, la demande grandissante de compétences signifie également que toutes les parties prenantes doivent être préparées à mobiliser davantage de temps et d'argent à la formation. L'offre combinée de formation tout au long de la vie pourrait nécessiter des modèles de financement nouveaux pour faciliter les investissements. Ces investissements doivent être efficaces par rapport au coût et fiscalement avantageux pour les individus comme pour leurs employeurs. Pour les chômeurs, des financements doivent être accessibles afin de soutenir et de promouvoir la formation. Les pouvoirs publics doivent faire appel à la réglementation et à la fiscalité pour encourager les institutions financières à élaborer des instruments financiers permettant aux apprenants d'accéder à des possibilités de formation lorsqu'ils en ont le plus besoin, notamment en abaissant le coût, en réduisant les risques et en étalant, voire en reportant, les remboursements. Pour la formation au-delà de l'enseignement général, les systèmes d'enseignement et de formation doivent parvenir à partager les coûts entre l'État, les employeurs et les apprenants, à partir des avantages respectifs qu'ils en tirent.

Questions à examiner

1. Comment les gouvernements prévoient-ils la demande des compétences ? Comment développent-ils les moyens efficaces de communication de la demande de nouvelles compétences de ceux qui les emploient à ceux qui les produisent ? et comment traduisent-ils cela en termes de développement d'organismes d'éducation et de formation efficaces et de méthodes d'instruction ?
2. Quelles politiques d'éducation et de formation ont-elles été adoptées ou sont envisagées pour assurer la qualité et l'efficacité dans la provision de l'apprentissage et l'égalité des chances d'accès à l'éducation ? Comment les gouvernements développent-ils des accords avec le secteur privé et les investisseurs sociaux afin d'assurer le financement d'une demande croissante pour de meilleures qualifications, et comment élaborent-ils des propositions viables pour déterminer qui devrait payer, pour quoi, quand, où et combien ?
3. Comment une stratégie internationale pour les compétences pourrait-elle contribuer le plus efficacement possible au développement des politiques nationales ? Comment l'OCDE peut-elle apporter son aide aux stratégies nationales pour les compétences ?

Qualité et équité des résultats de l'apprentissage et répartition des opportunités d'apprentissage

Performance moyenne des pays sur l'échelle PISA de culture scientifique et corrélation entre la performance et l'indice PISA de statut économique, social et culturel



Source: Base de données OCDE PISA 2006, tableau 4.4a